Banque commerciale du Canada

garantie financière ou autre venant de particuliers ou du gouvernement de la province. Je ne demande pas qu'on fasse l'aumône aux entreprises. Je m'inquiète du petit épargnant. Voici ce que la ministre a dit à la Chambre mardi passé:

Monsieur le Président, je dirai au député qu'à l'instar de la Pioneer Trust, de nombreuses institutions financières, y compris la Banque Commerciale du Canada, comptent parmi leurs déposants et leurs emprunteurs des conseils municipaux, des hôpitaux et de simples citoyens. Je lui dirai également que c'est la direction de la Pioneer Trust qui a elle-même décidé de fermer ses portes après avoir perdu beaucoup de temps à chercher vainement des capitaux.

Elle a repris ensuite les mêmes arguments.

J'ai ici une lettre de plusieurs pages qu'elle a envoyée à mon collègue, le député de Regina-Est (M. de Jong), pour lui expliquer la situation. Le ministre a peut-être raison de dire que la Pioneer Trust n'était pas rentable et qu'elle a dû fermer ses portes, que le gouvernement de la province a refusé de l'aider financièrement et que l'entreprise privée n'est pas venue à son secours non plus. Cela ne résout toujours pas le problème pour mon agriculteur d'Englefeld, monsieur le Président, ou le conseiller élu de la ville de Melville et bien d'autres personnes qui ont investi dans Pioneer Trust. Nous devons trouver une solution à leur problème. C'est ce que je voulais faire valoir. Si nous adoptons ce projet de loi et décidons de sauver la Banque Commerciale du Canada, si nous voulons aider certains déposants et certains investisseurs dans une organisation financière comme une banque, pourquoi ne pas le faire aussi pour une société de fiducie?

Je n'ai pas pu m'empêcher de relever une expression dans les remarques d'introduction de la ministre d'État aux Finances (M^{me} McDougall). Elle essaie de faire du mieux possible, je pense, mais elle a déclaré que nous devons sauver la banque parce qu'il fallait avoir confiance dans le système financier. Ce sont les termes qu'elle a employés. A mes yeux, le système financier ne s'applique pas simplement aux banques, mais également aux sociétés de fiducie. Elle me fait signe que oui de la tête. Si elle convient que nous ne devons pas seulement faire confiance aux banques, pour les questions financières au Canada, pourquoi ne pas proposer un autre projet de loi, comme nous l'avons fait à la hâte pour celui-ci au sujet de cette banque, pour permettre au gouvernement fédéral d'offrir une aide aux déposants et aux investisseurs de Pioneer Trust?

Si tout le monde s'entend à dire qu'il y a une injustice et que le système financier ne se limite pas aux banques, mais qu'il englobe les sociétés de fiducie, nous devrions peut-être renvoyer ce projet de loi aux rédacteurs pendant quelques heures ou quelques jours en vue de résoudre également ce problème.

La ministre a également déclaré—et je suis absolument d'accord avec elle sur ce point—qu'elle voulait rendre le système sûr pour les déposants. C'est bien entendu notre objectif, mais nous ne l'avons pas fait pour Pioneer Trust. Si nous voulons rendre le régime bancaire sûr pour les déposants, faisons la même chose pour les sociétés de fiducie.

J'ai sous la main la brochure de la SADC, où figure son règlement. Il y est stipulé par exemple que dans certains cas, on peut obtenir une garantie de cinq ans. C'est indiqué dans les

brochures qui sont distribuées. Certaines sociétés de fiducie passent manifestement outre au règlement avec leurs clients.

Je le répète—le député de Saskatoon-Ouest (M. Hnatyshyn) vient de se lever et le député d'Assiniboia (M. Gustafson) est ici—nous connaissons bien le problème. Nous savons que pour bon nombre d'agriculteurs, leur exploitation agricole constitue leurs épargnes de toute une vie. Ils placent leurs économies dans une société de fiducie ou dans une banque et c'est tout ce qu'ils ont. Que reste-t-il à cet homme d'Englefeld si le Parlement ne lui vient pas en aide? Pioneer Trust l'a laissé tomber. A mon avis, ce n'est pas la SADC. Il faudrait peut-être également modifier la loi concernant cette corporation. Nous y penserons à l'avenir. A mon avis, le Parlement doit intervenir.

[Français]

Monsieur le Président, cet après-midi nous avons un projet de loi qui est vraiment le bien-être social pour la Banque Commerciale du Canada, alors que nous avons besoin d'aide pour les Canadiens ordinaires. Je viens de rencontrer cinq fermiers de l'Ontario, il y a 45 ou 60 minutes, ici, et l'un d'entre eux m'a dit que dans son voisinage, sur une route de deux milles et demi où vivent peut-être huit ou neuf fermiers, toutes les fermes, sauf une, sont maintenant à vendre, parce que les agriculteurs ont maintenant beaucoup de problèmes financiers. Il existe beaucoup de problèmes financiers pour les agriculteurs, pour les pêcheurs, pour les petites et moyennes entreprises; de plus, les Canadiens doivent aussi contracter des prêts à un taux d'intérêt raisonnable. Et si nous pouvons faire quelque chose pour la Banque Commerciale du Canada, monsieur le Président, nous pourrions faire quelque chose aussi pour les Canadiens ordinaires.

[Traduction]

M. Deans: Monsieur le Président, je serai bref puisque mon collègue a pratiquement fait le tour de la question. Je pense que mon collègue reconnaît, tout comme le ministre, j'en suis sûr, que les différentes lois portant sur les sociétés de fiducie et sur les banques créent un système de deux poids deux mesures, qui protège seulement certaines personnes. Nous nous retrouvons ainsi avec un véritable fouillis de règlements dans lequel personne n'est capable de trouver la bonne solution aux problèmes dans un moment comme celui-ci. Mon collègue compare Pioneer Trust et la Banque Commerciale du Canada. Si ces épargnants avaient placé leur argent à la Banque Commerciale, ils auraient été protégés, mais ils ne le sont pas parce qu'ils étaient clients de Pioneer Trust. Ce n'est pas un cas unique.

Nous demandons que la loi soit modifiée. En fin de compte, après avoir étudié tous les aspects de la quasi-faillite de cette banque et les avoir comparés aux conditions imposées aux clients de Pioneer Trust, nous pensons qu'il faut faire deux choses. Tout d'abord, il importe de prendre de toute urgence des mesures pour assurer le même degré de protection à tout le monde. Deuxièmement, il faut réécrire la loi de manière qu'elle soit juste et équitable dans toutes les circonstances. J'espère que c'est l'objectif que nous nous fixons aujourd'hui.